

Australie : fin de la tyrannie sanitaire le 15 décembre, merci les patrons !



Que se passe-t-il donc en Australie ? Nous étions tellement habitués aux images chocs de la violence policière, aux mesures totalitaires, aux camps de quarantaine pour les non vaccinés, aux pertes des droits fondamentaux des non vaccinés, aux confinements réservés aux non vaccinés et aux déclarations haineuses envers les non vaccinés...

Et puis les autorités des deux États les plus riches et les plus peuplés d'Australie, le Victoria et le New South Wales annoncent la fin des restrictions pour le 15 décembre : plus de QR codes, plus de passe sanitaire, ouverture des frontières entre ces deux États, plus de confinement pour les non vaccinés, qui retrouvent tous leurs droits... Il devait y avoir sur cette liste, également, la fin des masques dans les magasins et l'ouverture totale des frontières extérieures, mais il se pourrait que ces mesures soient reportées de quelques semaines en raison d'incertitudes liées au variant

Omicron. Par contre, la vaccination obligatoire dans le Victoria prévue pour janvier est bien annulée.

Pour résumer, le président australien Scott Morrison a déclaré à ses homologues des provinces, *fichez la paix aux Australiens, vaccinés ou non*. Les politiques tournent la page de la pandémie. Enfin !

Quelles sont les raisons de ce changement ? Officiellement, le gouvernement se félicite de la campagne de vaccination, on approche les 95 % de vaccinés dans le NSW, il n'y a plus de morts Covid dans cet État ou très épisodiquement et la contamination est en baisse constante. C'est l'été ! Faire un bouc émissaire du non vacciné n'est plus crédible non plus, tant ce dernier est sous confinement depuis 7 mois. Ainsi, les commerces non essentiels, les restaurants, les bars, les spectacles, les coiffeurs, qui lui étaient interdits, lui rouvriront leurs portes ce 15 décembre ; allez, il ne reste qu'une semaine à tenir ! Voilà, la feuille de route de sortie de crise présentée au mois de septembre a connu un accueil favorable parmi les Australiens, le gouvernement a tenu parole et il a respecté les échéances à quelques jours près, il a d'abord libéré du confinement les vaccinés mi-octobre, il libérera à leur tour les non vaccinés ce 15 décembre. L'été est donc là, et les Australiens ont envie de penser à autre chose qu'au Covid, notamment à ces grandes vacances qu'ils espèrent ensoleillées, car la pluie tombe sans arrêt et les désespère !

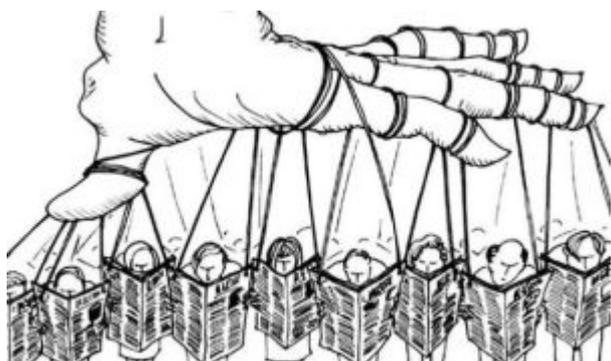


Tableau idyllique ?

Pas vraiment. Car derrière les félicitations d'usage et le V de la victoire des politiques, cette sortie de crise a vu s'affronter deux camps a priori inconciliables, d'un côté les conservateurs anti-vaccination obligatoire, favorables à l'ouverture des frontières, qui militaient pour la fin des restrictions, et de l'autre, les travaillistes, alliés aux libéraux, pro-vaccin, pro-restriction, bref ces maudits progressistes qui sévissent partout dans le monde. Or, une personne s'est agitée dans l'ombre pour accélérer l'arrêt des restrictions, elle est la représentante d'un puissant lobby et son influence a fait pencher la balance en faveur de Perrotet, le conservateur. Vous n'entendrez jamais parler d'elle dans la presse française, et pour cause, c'est la patronne du Medef australien, Jennifer Westacott. Si elle a soutenu dans un premier temps la politique vaccinale, elle avait émis des conditions, qu'elle permette une sortie de crise rapide pour une reprise de l'activité économique, et surtout la réouverture des frontières pour libérer les cadres. Or, dans cette organisation fédérale, certains Premiers ministres comme Dan Andrew (Victoria, travailliste) ont voulu jouer les prolongations, détériorant l'image du pays par leurs décisions arbitraires et totalitaires. Jennifer Westacott est passée des pressions aux menaces, et on a vu Dan Andrew faire une virevolte qui restera dans les annales de l'histoire australienne, car il a fait une déclaration commune avec Perrotet (le conservateur donc, hostile à la vaccination obligatoire) son ennemi personnel, pour trouver une issue concertée : les deux États vont rouvrir leurs frontières et coordonner leurs mesures. L'impensable est arrivé. Mais si Dan Andrew a cédé, c'est qu'il n'a plus les moyens de financer sa politique de confinement sans l'appui des entreprises. (Les mauvaises langues ajoutent, et sa campagne électorale du printemps prochain !). Mais que l'on ne s'y trompe pas, la facture économique de la gestion de la pandémie est astronomique et si l'activité ne reprend pas, les faillites seront légion.

Mais, après le temps des restrictions, les Australiens vont connaître le temps des procès. Les non vaccinés se sont organisés et se retournent désormais contre leurs employeurs.

L'État du NSW n'a pas rendu la vaccination obligatoire, cet État a laissé la vaccination obligatoire à l'appréciation des entreprises ! Certaines l'ont mise en place, d'autres pas. Les premiers salariés qui ont porté plainte contre leur employeur, qui les pressait à la vaccination, ont été dans un premier temps déboutés. Mais le vent a tourné sous la pression des réseaux conservateurs. Les tribunaux donnent maintenant raison aux non vaccinés ; car la vaccination obligatoire ne pouvait se faire sans une *consultation préalable des salariés* ! Les entreprises qui seraient encore tentées par la vaccination obligatoire sont prévenues, elles ne seront plus soutenues par la justice, les juges sont allés jusqu'à qualifier certaines mesures de coercitions, "d'inhumaines" !

L'addition va s'annoncer salée pour les entreprises "progressistes".

Enfin, les grèves et les manifestations se multiplient notamment chez les ouvriers du bâtiment, les personnels de santé et les professeurs non vaccinés, qui sont soumis à la vaccination obligatoire ; ils ont défilé dans le quartier d'affaire de Sydney ce mardi 7 novembre, habillés de rouge. Ils réclament que leur "choix de conscience soit respecté", ils refusent "une injection d'un produit expérimental" car "c'est un droit constitutionnel", m'ont-ils dit, quand je les ai interviewés. Certains arboraient des pancartes : "*vaccination crime contre l'humanité*". Comment leur donner tort quand on sait que le vaccin a causé plus de 80 000 effets secondaires et 650 morts en Australie (Source TGA) ? Certes les victimes peuvent remplir les formulaires pour être indemnisées des préjudices de la vaccination, un fond de remboursement est prévu par l'État. Mais ce vaccin qui a engendré plus de victimes que le Covid en 2021, qui n'a prouvé aucune efficacité, va être la cause de milliers de procès, le

nombre de péricardites et de myocardites augmente chaque jour un peu plus davantage, chez les sportifs et les plus jeunes notamment. Certains évaluent la facture des dommages et intérêts à des milliards de dollars.

Il ne faut pas se leurrer, le Covid va bientôt être rangé dans la boîte des mauvais souvenirs, mais nous aurons des piqûres de rappel quand il faudra régler la facture économique et quand les procès des victimes de la vaccination, qui s'étaleront sur plusieurs années, nous rappelleront quotidiennement notre attitude durant cette sombre période. En France, où la collaboration a atteint également des sommets, la fin de l'épidémie ressemblera à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les procès se transformeront en purge ; certains journalistes, politiques et médecins feraient bien d'y réfléchir. Tout se paie !

Marquis de Dreslincourt